

La politique
expliquée à nos enfants

Myriam Revault d'Allonnes

La politique
expliquée
à nos enfants

Éditions du Seuil

ISBN 978-2-02-135255-9

© Éditions du Seuil, octobre 2017

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Pour Sarah et Léa

Introduction

On a souvent pensé que la politique n'était pas l'affaire de tous, qu'il était préférable de ne pas en parler – surtout lors des réunions de famille – pour ne pas entraîner de (graves) disputes. On disait aussi « Je ne m'intéresse pas à la politique » ou « Je ne fais pas de politique ». Autrement dit, je m'occupe de mes affaires privées, de ma carrière, de ma famille et je laisse ce soin à ceux qui en ont la charge. À plus forte raison, vous – enfants et adolescents – n'auriez pas à vous mêler de politique : elle serait réservée aux adultes. Mais comment ne pas voir que la politique nous concerne tous, qu'elle engage nos choix fondamentaux, nos décisions et nos manières de vivre ?

Dès votre plus jeune âge et surtout dès votre entrée à l'école, vous faites l'apprentissage de la vie en commun et de ses règles. En un sens, vous vous initiez, sans le savoir, aux conditions de la politique, à ce qu'implique le fait de vivre et d'agir ensemble. Vous rencontrez des situations qui vous préparent à affronter des questions « politiques » : la

rencontre des différences, les injustices, les inégalités, la prise de responsabilité. Vous faites l'épreuve de ce qu'est une institution – l'école, le collège, le lycée – où l'apprentissage et la diffusion du savoir ne sont pas étrangers aux réalités sociales et politiques. Vous vous confrontez aussi à la réalité des désaccords et à la manière dont vous pouvez entreprendre une action collective. Et vous comprenez que les discussions sont une bonne chose, que les débats non seulement ne conduisent pas à la violence ou à la guerre mais qu'ils permettent parfois de les éviter lorsqu'on expose ses positions sur la place publique d'une manière argumentée et respectueuse pour l'autre.

Mais vous avez pu également constater – car on ne cesse de le répéter autour de vous – que la politique est devenue aujourd'hui un objet de méfiance, qu'elle est critiquée et dénigrée : la politique semble par exemple impuissante à enrayer la montée du chômage. Quant aux hommes politiques, on ne cesse de leur adresser des reproches et ils nous renvoient souvent une image très négative. Il y a là quelque chose de très troublant : comment une activité aussi fondamentale, qui concerne notre vie en commun, peut-elle causer tant d'insatisfaction et de déception ?

Où sont les problèmes ? Il faut d'abord dissiper un certain nombre de confusions sur le sens même de la politique. En effet, de quoi parle-t-on quand on parle de politique ? L'usage du mot est-il si simple ? Ce petit livre tente de vous faire comprendre qu'il s'agit en réalité d'une notion compli-

quée. Ce n'est pas une raison pour renoncer à l'affronter. Au contraire, il faut essayer de clarifier les notions, de poser les problèmes, d'expliquer de manière simple des idées et des réalités complexes. Il n'est pas sûr d'ailleurs qu'il s'agisse vraiment d'une « explication » au sens où elle permettrait de réduire et de faire disparaître les difficultés. Il vaut mieux dire qu'en matière de politique dissiper les confusions, bien poser les problèmes est la première condition pour apprendre à vivre et à agir ensemble.

Cette réflexion ne part pas de rien : elle a été menée à partir des questions posées par mes deux petites-filles : l'une très jeune, huit ans, et l'autre, déjà adolescente, quatorze ans. Elles ont servi de point de départ et de matériau à ce petit livre dont elles ont orienté et scandé la démarche. Je remercie tout particulièrement Sarah pour sa lecture attentive, la pertinence de ses questions et de ses objections : elles m'ont accompagnée tout au long de ma réflexion sur un sujet aussi essentiel que difficile.

De quoi parle-t-on quand on parle de politique ?

– *Il y a quelque chose que je ne comprends pas : on parle sans cesse de politique, comme s'il s'agissait d'une chose extrêmement importante. Et en même temps, on n'en entend dire que du mal : les hommes politiques sont « corrompus », ils font partie du « système », ils ne s'occupent pas de la vie (de la vraie vie) des gens. Nous paraissions impuissants, sans avoir notre mot à dire. Comment peut-on dans ce cas s'intéresser à la politique ? Est-ce qu'au fond, si le tableau est aussi négatif, on ne ferait pas mieux de ne pas s'y intéresser et de mener notre propre vie ?*

– C'est vrai que c'est compliqué, et ce pour plusieurs raisons. D'abord parce que parler de politique, s'intéresser à la politique n'implique pas nécessairement d'en « faire » et encore moins d'en faire son métier. Et il est tout à fait exact de remarquer qu'aujourd'hui la politique n'est pas très bien vue, qu'on s'en méfie, qu'on passe beaucoup de temps à la critiquer. C'est précisément parce que

c'est très complexe qu'il faut essayer de démêler cet écheveau...

– *D'accord, mais j'aimerais d'abord savoir si la politique a toujours existé ou si on peut s'en passer. Est-ce qu'elle existe dans toutes les sociétés ?*

– Il y a plusieurs questions dans ta question et c'est intéressant. Tu me demandes si toutes les sociétés connaissent la politique mais aussi si elle a une origine dans le temps. Ce qui nous oblige d'abord à définir ce qu'est la « politique ». En effet, ce n'est pas parce qu'on parle constamment de quelque chose en ayant l'impression que son sens est évident qu'on sait exactement ce que ça signifie.

– *Comment ça ?*

– Par exemple, quand tu as fait au début le constat qu'on parlait sans arrêt de politique mais qu'on ne cessait de la critiquer et de s'en méfier, de quoi parlais-tu exactement ? Des hommes politiques, de ceux qui font de la politique, des politiciens – les députés, les ministres, le président – ou bien de *la* politique ? De ceux qui ont envie d'avoir du pouvoir et qui sont des « spécialistes » ou des « professionnels » de la politique ou bien de nous tous qui sommes des citoyens vivant dans une société avec des lois, des règles, une organisation, un gouvernement ? Ce n'est pas exactement la même chose.

– *Est-ce que tu peux préciser ta pensée ?*

– Eh bien, nous autres humains ne vivons pas seulement comme des individus séparés, isolés, en menant notre vie dans le cadre restreint de notre famille avec nos parents (et, plus tard, avec nos enfants), en nous occupant de nos seules affaires privées. Nous faisons partie d'un ensemble plus large, d'une société qui englobe tous ces individus et toutes ces familles : donc nous n'avons pas seulement une vie privée en compagnie de nos proches mais nous partageons avec beaucoup d'autres, que nous ne connaissons pas, une vie en commun. Il y a des choses qui nous concernent tous : l'éducation, la culture, le langage qui permet d'échanger des idées, la santé, le logement... C'est ce qu'on appelle des biens communs, dont tous doivent pouvoir bénéficier. Et on peut dire que la politique, c'est d'abord ce qui concerne cette vie en commun.

– *Ce n'est pas du tout ce à quoi on pense d'abord quand on parle aujourd'hui de politique !*

– C'est sans doute parce qu'on a oublié le sens premier du mot et de la chose. Il est important de revenir à l'étymologie du mot « politique ». Il vient de *polis* : en grec, la « cité ». Ce sont les Grecs qui ont « inventé » la politique en inventant à la fois le mot et la chose, c'est-à-dire une nouvelle manière de vivre ensemble. La plupart des termes liés à la politique que nous utilisons aujourd'hui ont une source grecque : la démocratie, l'aristocratie, la monarchie,

la tyrannie... Au sens littéral, la politique, ce sont les affaires de la cité, les affaires communes, celles qui concernent l'ensemble des citoyens, c'est-à-dire des hommes libres. Je précise qu'il s'agit seulement des hommes libres car la société grecque est une société esclavagiste : elle utilise des esclaves qu'elle prive des droits juridiques et qu'elle exclut de la vie civique. Les femmes et les étrangers (ceux qu'on appelle les « métèques ») sont également exclus de l'activité politique. Donc les citoyens, ceux qui prennent part à la vie de la cité et qui, en ce sens, « font » tous de la politique, sont assez peu nombreux : ce sont uniquement les hommes « libres » au sens où, n'étant pas la propriété d'un autre (comme l'esclave), ils n'appartiennent qu'à eux-mêmes. S'appartenir à soi-même, ne pas appartenir à un autre : c'est la définition que les Grecs donnaient de la liberté.

– *Mais alors, comment peut-on dire que la politique est l'affaire de tous si elle exclut les esclaves, les femmes et les étrangers ?*

– Bien entendu, c'est ce que nous ne pouvons plus admettre aujourd'hui. Avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, nous avons affirmé que tous les hommes étaient libres et égaux en droit. Et il a fallu attendre encore deux siècles pour que, en France, les femmes obtiennent le droit de vote ! Pour les étrangers, la question est plus compliquée parce qu'on considère qu'ils sont citoyens d'un autre pays, où ils peuvent exercer leurs droits même

s'ils vivent en France. Donc, pour les Grecs, la politique ne concerne pas tous ceux qui vivent dans la cité. En revanche, si on considère les hommes libres, ceux qui prennent part aux affaires communes, on peut dire que tous « font » de la politique au sens où tous vivent politiquement en agissant sur ce qui dépend d'eux. Les hommes libres partagent des activités et des pratiques qui ne sont pas le privilège de quelques-uns. « Faire de la politique », pour les Grecs, c'est tout simplement participer à la vie commune. Alors qu'aujourd'hui, quand nous parlons de « politique », nous considérons le plus souvent qu'elle est l'affaire des spécialistes, d'hommes politiques que nous chargeons de prendre des décisions en notre nom parce que nous avons voté pour eux. Mais c'est aussi, on en parlera certainement, parce que nos sociétés et leur organisation politique ont beaucoup changé depuis les Grecs !

– *D'accord. Mais si les Grecs ont « inventé » la politique, avant eux, il y avait bien des sociétés où les hommes vivaient sans qu'il y ait de politique ? Comment ces hommes pouvaient-ils vivre ensemble ?*

– Bien sûr, avant les Grecs, il y avait déjà des sociétés organisées : des empires (l'Égypte, la Mésopotamie, l'empire assyrien, etc.), mais aussi ce qu'on appelle des « chefferies » et d'autres façons encore de transmettre un pouvoir héréditaire. Dans ces sociétés, les hommes vivaient en obéissant à un pouvoir qu'ils n'avaient pas choisi

et auquel ils étaient tenus de se soumettre. La plupart du temps, dans ces anciens empires, on ne distinguait pas très bien le pouvoir du « chef », du monarque, de l'empereur et la toute-puissance des dieux dont les hommes avaient souvent très peur : par exemple, en Égypte ancienne, le pharaon était un demi-dieu. La politique n'existait donc pas au sens que lui ont donné les Grecs : ce que décident les citoyens, les hommes libres qui vivent ensemble et partagent une activité commune.

Ce que les Grecs ont inventé, c'est à la fois une pratique, une manière d'agir, et une réflexion sur cette activité : ils participaient aux affaires communes et ils réfléchissaient sur ce qu'ils faisaient en agissant ensemble. Ils ont donc en même temps inventé la démocratie, c'est-à-dire une cité dans laquelle tous les hommes libres, quelles que soient leur origine, leur condition sociale ou leur fonction, participent de manière égale à l'exercice du pouvoir.

– Je crois que je comprends maintenant pourquoi il est nécessaire de préciser ce qu'on appelle « politique ». D'un côté on pense souvent que la « politique » désigne le fait qu'il y a des chefs qui commandent à d'autres qui obéissent et de l'autre on considère, comme tu viens de le dire, que la politique nous concerne tous parce que nous vivons ensemble.

– Et il n'est pas facile d'accorder les deux significations. On peut même se demander si elles ne sont pas contradictoires...

– *C'est bien l'impression que j'ai. Mais alors, j'ai une autre question : nous vivons ensemble, nous agissons ensemble parce que nous sommes libres et égaux. Si c'est cela la politique, pourquoi a-t-on besoin de chefs ? Et pourquoi leur obéit-on ? Qui leur donne le droit de commander ? Où s'arrête leur pouvoir ?*

– C'est une question fondamentale et, là encore, on peut partir de la réflexion des Grecs. Un grand philosophe – Aristote – qui a réfléchi et écrit sur la politique se demande comment, dans une cité où tous les citoyens sont libres et égaux, on peut et on doit répartir le pouvoir. En effet, les relations entre les citoyens ne sont pas de la même nature que celles qui existent entre un roi et ses sujets ou entre un chef de famille et ses enfants, sur lesquels il exerce une autorité, ou encore entre un maître et ses esclaves sur lesquels il a un pouvoir absolu. La cité est une communauté politique et les relations entre ses membres sont des relations entre égaux, où tous peuvent, en droit, participer également au pouvoir. La chose devient plus compliquée quand on se demande comment, concrètement, on va participer au pouvoir. Qui va faire quoi ? Comment va-t-on s'organiser et répartir les fonctions ?

– *Est-ce que cela veut dire que tout le monde gouverne ? Ce n'est pas possible !*

– Tu as raison : tout le monde ne peut pas gouverner en même temps. Il faut organiser la cité et se demander : qui fait quoi ? Qui décide et de quoi ? À quoi et à qui obéit-on ? Ce sont des questions qu’il faut absolument poser et auxquelles il faut donner une réponse : ce n’est pas parce que la cité est une communauté d’égaux qu’on y fait n’importe quoi. Ce serait l’anarchie, le désordre le plus total, et ça ne pourrait pas durer. Mais il n’y a aucune raison pour que ce soient toujours les mêmes qui commandent à d’autres qui ne font qu’obéir. C’est contraire au principe d’égalité entre citoyens. Il faudrait donc, idéalement, que tour à tour tous commandent et obéissent, que tous participent au pouvoir et soient à tour de rôle gouvernants et gouvernés : c’est ce qu’écrit Aristote.

– *Mais c’est impossible !*

– Pourquoi ?

– *Parce que tout le monde n’est pas capable de gouverner et d’exercer le pouvoir. Et puis, on n’en a pas forcément envie...*

– Certes, mais ce n’est pas ainsi que les Grecs raisonnaient ou plutôt qu’ils discutaient de ces problèmes. Ils pensaient que tous les citoyens avaient voix au chapitre et que tous pouvaient donner leur avis sur les questions qui concernaient la cité. De ce point de vue, on comprend ce que signifie le principe de l’alternance : que tous puissent, en droit,

alternativement commander et être commandés. C'est un principe qui permet de réfléchir à la façon dont on va pouvoir s'organiser. On comprend aussi pourquoi les Athéniens, dans la démocratie antique, pratiquaient le tirage au sort pour désigner les magistrats qui exerceraient à tour de rôle telle ou telle fonction. Et pour eux, ça ne nécessitait pas de capacités particulières sauf dans certains cas : ils désignaient des stratèges pour conduire les guerres (et ils en faisaient beaucoup !), des gens compétents pour gérer les finances parce qu'ils savaient très bien que ces activités demandaient une expérience particulière.

– *Est-ce que ça signifie que tous les citoyens étaient capables d'exercer les autres fonctions ?*

– Oui. C'est une idée très importante et à laquelle nous ne prêtons pas suffisamment attention aujourd'hui : la politique, si on considère qu'elle est l'affaire de tous, ne relève pas d'une « compétence » particulière. Tous les citoyens peuvent réfléchir, discuter et délibérer ensemble sur les problèmes qui les concernent. Bien sûr, il y a des questions complexes sur lesquelles il faudrait être très bien informé pour avoir un avis, mais rien n'empêche que l'on essaie d'expliquer aussi bien que possible les problèmes ou les situations pour se faire une opinion et se prononcer.

– *Cela veut dire que nous pourrions tous être présidents ou ministres ?*

– Non, pas forcément. Mais nous pouvons tous être des citoyens responsables et qui réfléchissent. Car nous pouvons mettre ensemble des compétences, des idées, des jugements qui, dans leur diversité et leur multiplicité, sont plus intéressants que l’avis d’un seul : Aristote prenait l’exemple d’un repas pris en commun – une sorte de pique-nique – où chacun apporte un plat ou un mets différent. Le repas est meilleur grâce à cette variété. Cela veut dire que les convives – les membres de la cité – réfléchissent en discutant ensemble, en échangeant leurs idées, en énonçant leurs désaccords pour parvenir à un accord. C’est une richesse qu’un seul, si intelligent et compétent soit-il, ne peut pas apporter : il ne peut avoir, à lui seul, un jugement pertinent dans tous les domaines. Alors que, à plusieurs, on parvient à de meilleurs résultats, même si on n’est pas d’accord.

– *D’accord mais concrètement, comment fait-on ?*

– Nous ne sommes plus chez les Grecs et nos sociétés ne peuvent plus fonctionner aujourd’hui de la même façon mais nous devons garder présent à l’esprit le sens qu’ils ont donné à la politique : elle relève d’abord de la responsabilité et de la participation des citoyens. À nous ensuite de réfléchir et de nous demander comment nous pourrions exercer cette responsabilité.

Joseph Doré
Jésus expliqué à tous

Élisabeth Roudinesco
L'Inconscient expliqué à mon petit-fils

Jean-Didier Vincent
Le Cerveau expliqué à mon petit-fils

Marc Ferro
La Colonisation expliquée à tous

Tahar Ben Jelloun
Le Terrorisme expliqué à nos enfants

Roger-Pol Droit
La Tolérance expliquée à tous

Jean-Marc Lévy-Leblond
L'Atome expliqué à mes petits-enfants

Geneviève Delaisi de Parseval
La Famille expliquée à mes petits-enfants

Jean-Louis Schlegel
La Bible expliquée aux jeunes

